

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

GAMBIE : APRÈS LA VICE-PRÉSIDENTE, TROIS MINISTRES POSITIFS AU COVID-19

Quatre jours après la vice-présidente gambienne, trois membres du gouvernement de Banjul ont été déclarés positifs au coronavirus, a annoncé dimanche soir la présidence de ce petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest. Les ministres des Finances, Mambureh Njie, du Pétrole et de l'Energie, Fafa Sanyang, et de l'Agriculture, Amie Fabureh, "ont été testés positifs au Covid-19", a indiqué sur Twitter la présidence gambienne.

CÔTE D'IVOIRE : ALBERT MABRI TOIKEUSSE CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE

L'ex-ministre ivoirien Albert Mabri Toikeusse, 58 ans, un ancien allié du président Alassane Ouattara, s'est déclaré dimanche dernier candidat à la présidentielle d'octobre, affirmant être désormais dans "l'opposition". Le Bureau politique de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), dont il est le président, troisième parti de Côte d'Ivoire, a fait la même annonce.

L'ALGÉRIE "SURPRISE" PAR LES NOUVELLES RESTRICTIONS DE VOYAGE PAR L'UE

L'Algérie a fait part dimanche dernier de sa "surprise" après la décision de l'Union européenne de la retirer des pays exemptés de restrictions de voyage, du fait d'une recrudescence de contaminations au nouveau coronavirus. Le ministère algérien des Affaires étrangères "marque sa surprise devant cette procédure d'autant qu'elle est sans effet pratique, l'Algérie ayant déjà décidé de maintenir ses frontières fermées", a-t-il indiqué dans un communiqué.

Mali : l'armée subit de nouvelles pertes

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Comme si la crise politique ne suffisait pas, voici que la situation sécuritaire au nord du Mali s'invite dans un décor déjà chaotique. Dimanche dernier, l'armée malienne a subi de nouvelles pertes lors de deux attaques simultanées dans le centre du pays. Bilan de celles-ci : cinq morts et cinq blessés. Toute chose qui survient alors qu'opposition et pouvoir ne parviennent toujours pas à dénouer une crise politique qui préoccupe de plus en plus la communauté internationale.

Ainsi, la double attaque s'est produite à la mi-journée dans le cercle de Niono, dans la région de Ségou, à une centaine de kilomètres de la frontière mauritanienne, où les forces armées ont essuyé plusieurs sérieux revers depuis le début de l'année. "Entre Goma-Coura et Diabaly, une mission #FAMA (Forces armées maliennes, ndlr) a été accrochée par des terroristes. Au même moment le camp de Gomacoura a été attaqué à l'arme lourde", a expliqué l'armée sur Twitter.

Elle a précisé que : "au cours de cette attaque, les FAMA ont enregistré un bilan provisoire de 5 morts, 5 blessés et des véhicules détruits. Côté ennemi, aucun bilan n'est encore disponible.



Une double attaque des soldats maliens fait 5 morts.

Un renfort y a été dépêché. Les fouilles sont toujours en cours". "C'est un convoi militaire quittant Goma-Coura vers Diabaly" qui a été visé, a déclaré sous le couvert de l'anonymat un élu local de Diabaly, localité à environ 300 km au Nord-Ouest de Bamako. "Il est tombé aux environs de midi dans une embuscade. Il y a quatre pickups et un BRDM (véhicule blindé) portés disparus", a ajouté cet élu, expliquant que les habitants de la région vivent "la peur au

ventre".

A noter que si c'est du nord du Mali qu'est partie en 2012 une rébellion d'indépendantistes et de jihadistes qui marque le début de l'actuel conflit, les violences auxquelles se mêlent des conflits intercommunautaires meurtriers se sont propagés au centre du pays. Notamment depuis l'apparition en 2015 d'un groupe jihadiste dirigé par le prédicateur peul Amadou Koufa, et au Burkina Faso et au Niger voisins.

Déjà, au moins 24 soldats maliens avaient été tués à la mi-juin dans une embuscade attribuée aux jihadistes dans la localité de Bouka Wéré, au Sud-Est de Diabaly.

En janvier dernier, le camp de Sokolo, également dans le centre du Mali, avait été l'objet d'une attaque qui avait coûté la vie à 20 soldats, revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principale alliance jihadiste du Sahel affiliée à Al-Qaïda.

Une situation politique sur le qui-vive

J.O.

Libreville/Gabon

La crise socio-politique qui ébranle le Mali depuis juin n'a toujours pas trouvé d'issue, malgré les efforts de médiation des chefs d'Etat de la Cédéao. Quelques recommandations de l'organisation régionale ont été suivies d'effets, dont la nomination de nouveaux juges à la Cour constitutionnelle pour régler un contentieux électoral relatif aux législatives de mars-avril, élément déclencheur de la crise actuelle.

Un gouvernement restreint a également vu le jour autour de quelques ministères régaliens, mais le Premier ministre Boubou Cissé n'a pas réussi à convaincre l'opposition, menée par le Mouvement du 5-juin, également dit "M5-RFP", de rejoindre un gouvernement d'union nationale. Cette coalition, réclamant le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé la reprise dès hier de ses actions de "désobéissance civile", après avoir observé une trêve à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd al-Adha, célébrée en fin

de semaine dernière.

Le weekend du 10 juillet, une manifestation à l'appel de l'opposition a dégénéré en trois jours de troubles meurtriers, les plus graves à Bamako depuis le coup d'Etat de 2012. Le président Keïta a pour sa part redit samedi écoulé qu'il comptait bien rester en place et mis en garde ceux qui s'en prendraient aux "biens publics et privés".

En tous les cas, la situation politique du pays est aujourd'hui sur le qui-vive. Car, rien ne laisse présager une véritable sortie de crise dans ce pays.



Pas encore de porte de sortie de la crise politique.